

Société de législation comparée

Section « Droit de l'action publique »

Compte-rendu de la réunion du 17 décembre 2014

La section « droit de l'action publique » de la Société de législation comparée a tenu une réunion plénière le 17 décembre 2014, sous la présidence de Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'Etat et de cette section, et en présence de Bénédicte Fauvarque-Cosson, présidente de la société.

Cette réunion, qui a permis l'accueil de plusieurs nouveaux membres au sein de la section, avait pour objet, d'une part, de dresser un bilan des travaux réalisés depuis la création de la section, et, d'autre part, de préciser les modalités d'organisation du nouveau cycle de recherche qu'a décidé d'entreprendre la section.

A.- La section a dressé un bilan particulièrement positif des premiers travaux qu'elle a réalisés lors de son premier cycle de travail, sur le thème du contrôle des actes à portée générale et des procédures d'urgence.

Ainsi qu'il en avait été convenu lors de la réunion inaugurale du 19 décembre 2012, la section de l'action publique a mené, pendant les deux premières années de son existence, des recherches de droit comparé sur deux thèmes différents, qui étaient, d'une part, le contrôle des actes à portée générale (actes réglementaires) et, d'autre part, les procédures d'urgence. Ces travaux, réalisés par deux groupes de travail animés, respectivement, par le professeur Benoît Delaunay et par le président Didier Le Prado, ont abouti à la rédaction de deux études de droit comparé, comprenant, d'une part, des « fiches-pays » présentant chacune des thématiques, à la fois de manière théorique et au travers d'exemples concrets, et, d'autre part, des éléments de synthèse et de comparaison avec le système juridique français, voire des pistes d'évolution. Ces deux études ont fait l'objet d'une discussion publique à l'occasion d'une demi-journée d'étude organisée au Conseil d'Etat le lundi 20 octobre 2014. Elles feront l'objet d'une publication, à la fois en version électronique et en version papier au début de l'année 2015, assortie d'une synthèse des débats de la journée d'étude.

Le bilan qu'a dressé la section de ce premier cycle de travail est particulièrement positif. Celui-ci a, en premier lieu, abouti à deux études de droit comparé inédites par leurs thématiques, comme par leur ampleur et leur richesse. La qualité de ces études, outre qu'elle atteste pleinement la pertinence des modalités d'organisation qui avaient été retenues, est le fruit d'un travail conséquent réalisé, tant par chacun des membres, que par les deux animateurs des groupes de travail, qui ont tous été unanimement salués par l'ensemble de la section. L'intérêt de ces études de droit comparé s'est en outre traduit, en second lieu, par le succès de la demi-journée qui a été organisée pour en discuter les conclusions. Alors même que le lundi matin s'avérait un moment peu propice à l'organisation d'un tel événement, celui-ci a tout de même rassemblé une cinquantaine de présents, sur les quatre-vingt-dix inscrits. La richesse des débats et les observations qui ont été émises par les participants ont, en outre, montré l'opportunité du format retenu, sur une demi-journée, orienté sur la discussion autour des deux études qui avaient été transmises aux personnes inscrites plusieurs jours avant la conférence.

B.- Le nouveau cycle de recherche sur le thème de la responsabilité administrative qu'entreprend la section sera organisé selon des modalités analogues au précédent.

La section a confirmé, à l'occasion de cette réunion, que le nouveau cycle de recherche qu'elle entreprend portera sur le thème de la responsabilité administrative, qui sera subdivisé en deux sous-thématiques, chacune étant confiée à un groupe de travail distinct, à savoir, d'une part, les fondements de la responsabilité et, d'autre part, l'évaluation du préjudice.

La réunion a permis d'évoquer plusieurs questions de fond en relation avec le périmètre, à la fois du sujet en général et de chacun de ces deux sous-thèmes :

- il a été convenu que la recherche excluait le thème de la responsabilité contractuelle, pour se concentrer exclusivement sur celui de la responsabilité quasi-délictuelle ;
- il appartiendra au groupe de travail sur les fondements de la responsabilité de déterminer s'il est opportun que l'étude se consacre à ce sujet de manière globale (pour faute et sans faute), aborde un angle d'attaque transversal ou une hypothèse plus restreinte (telle la responsabilité du fait des lois (inconventionnelles ou inconstitutionnelles notamment). Le périmètre choisi devant présenter une pertinence pour la comparaison entre systèmes juridiques et un caractère innovant au regard de la bibliographie existante ;
- Le groupe de travail sur l'évaluation du préjudice devra, à titre liminaire, délimiter le champ des éléments de préjudice qu'il choisira de couvrir ou de ne pas couvrir (dommages corporels, dommages matériels, préjudice moral...). Il devra aussi comparer les modes d'indemnisation en vigueur dans les différents systèmes juridiques étudiés, au regard notamment de la portée du principe de réparation intégrale.

Le groupe de travail consacré au thème des fondements de la responsabilité, sera animé par Mme Hafida Belrhali-Bernard, professeure de droit public à la Faculté de droit de l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble. (hafida.belrhali@upmf-grenoble.fr)

Le groupe de travail sur le thème de l'évaluation du préjudice, sera animé par M. Terry Olson, conseiller d'Etat, assesseur à la cinquième sous-section du contentieux du Conseil d'Etat. (terry.olson@conseil-etat.fr)

Plusieurs des personnes qui étaient présentes à la réunion de la section ont émis le vœu de travailler au sein de l'un ou l'autre de ces groupes de travail, selon la répartition qui figure dans le tableau en annexe (merci de le compléter ou de le corriger en tant que de besoin). **L'ensemble des membres de la section qui souhaiteraient rejoindre ces groupes de travail sont invités à se manifester auprès des animateurs des deux groupes et du secrétaire général avant le 26 janvier au plus tard**, en indiquant en outre le, ou les systèmes juridiques sur lesquels ils sont susceptibles de travailler, afin de permettre aux deux groupes de s'organiser au mieux (NB, il ne serait sans doute pas inopportun, à cet égard, que le choix de chacun permette d'éviter une répartition un peu caricaturale qui consisterait à ce que les universitaires se consacrent aux fondements et les praticiens à l'évaluation...)

Le calendrier retenu pour l'avancée des travaux est le suivant :

- fin janvier 2015 : finalisation de la constitution des groupes de travail et début de la recherche ;
- mercredi 10 juin 2015 : réunion plénière de la section. Chacun des deux groupes de travail sera invité à présenter, notamment, les options retenues quant au périmètre du sous-thème auquel ils se consacrent, ainsi que les grandes lignes d'organisation et de contenu de l'étude qui sera réalisée. L'envoi à l'ensemble des membres de la section, quelques jours avant la réunion, d'une brève note de présentation et de quelques éléments de contenu serait appréciée ;
- fin 2015 (réunion plénière de la section) : présentation d'un premier aperçu de chacune des études ;
- premier semestre 2016 : organisation d'une demi-journée d'étude autour des deux rapports.

L'attention des membres de la section est, enfin, attirée sur trois points :

- en relation directe avec la recherche qui est entreprise : la cellule de droit comparé du Centre de recherches et de diffusion juridique du Conseil d'Etat a pour projet de mettre en ligne, sur le site internet du Conseil d'Etat, des études de droit comparé sur des thèmes spécifiques. Le premier des thèmes envisagé est celui de la responsabilité administrative. Une coordination avec les études réalisées par la SLC pourrait être opportune ;

- les Journées internationales de la SLC. Celles-ci se dérouleront les 8 et 9 avril à la Cour de cassation. Elles seront l'occasion de réfléchir aux évolutions, à la place et à l'utilisation du droit comparé, au travers, notamment, de plusieurs ateliers consacrés à de grands enjeux juridiques contemporains, auxquels les membres de la section peuvent participer (voir le site internet consacré à ces journées : <http://www.legiscompare.fr/site-web/Les-Journees-Internationales>)

- l'organisation conjointe, par la section du contentieux et la section du rapport et des études du Conseil d'Etat, en association avec la SLC et l'IFSA, à compter du mois de mai 2015, d'un cycle de conférences, sur le modèle des conférences du Conseil d'Etat, consacré au droit comparé et à la territorialité du droit. La conférence inaugurale de ce cycle aura lieu le 20 mai 2015, au Conseil d'Etat, de 17h30 à 19h30. Elle sera animée par Erik Orsenna.

La prochaine réunion plénière de la section a été fixée au mercredi 10 juin 2015 à 10h.

Annexe 1 : liste et coordonnées des membres de la section
(au 05/01/2015 ; merci de compléter ou rectifier si nécessaire)

Prénom et Nom	Fonctions	Adresse mail
Aurélien Antoine	Professeur (U St-Etienne)	aurelien.antoine@yahoo.fr
Hafida Belrhali-Bernard	Professeure (UPMF Grenoble)	hafida.belrhali@upmf-grenoble.fr
Philippe Blanc	Premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (CAA de Paris)	Philippe.blanc@juradm.fr
Sebastien Brameret	Maître de conférences (UPMF Grenoble)	sebastien.brameret@upmf-grenoble.fr
Laurence Bugorgue-Larsen	Professeure (U Paris I)	laurence.burgorgue-larsen@univ-paris1.fr
Florence Chaltiel-Terral	Professeure – Maître des requêtes en service extraordinaire	florence.chaltiel-terral@conseil-etat.fr
Jacqueline de Clausade	Conseillère du président du groupe Casino	jdeclausade@groupe-casino.fr
Lucie Cluzel	Maître de conférences (U Paris II)	luciecluzel@gmail.com
Suzanne von Coester	Maître des requêtes	suzanne.von-coester@conseil-etat.fr
Dominique Custos	Professeure (U Caen)	dominique.custos@unicaen.fr
Maryse Deguerge	Professeure (U Paris I)	maryse.deguerge@orange.fr
Benoît Delaunay	Professeur (U Paris II)	benoit.delaunay@u-paris2.fr
Charlotte Denizeau	Maître de conférences (U Paris II)	charlottedenizeau@gmail.com
Xavier Domino	Maître des requêtes	Xavier.domino@conseil-etat.fr
Duncan Faigrieve	Universitaire & avocat aux Barreaux de Paris et Angleterre / Pays de Galles	d.fairgrieve@biicl.org
Michel Franc	Président de section (h) au Conseil d'Etat	Michel.franc@noos.fr
Aurore Gaillet	Professeure (U Toulouse)	auroregaillet@hotmail.com
Marie Gautier-Melleray	Professeure –Maître des requêtes en service extraordinaire	marie.gautier-melleray@conseil-etat.fr
Pascale Gonod	Professeure (U Paris I)	pascale.gonod@free.fr
Caroline Grossholz	Conseillère de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (TA de Paris)	caroline.grossholz@juradm.fr
Mattias Guyomar	Conseiller d'Etat	Mattias.guyomar@conseil-etat.fr
Anne Jacquemet-Gauché	Professeure (U d'Auvergne)	annejacquemet@orange.fr
Jean Latournerie	Avocat à la Cour	j.latournerie@latournerie-

François Lichere	Professeur (U Aix-Marseille)	lichere.francois@orange.fr
Antoine Louvaris	Professeur (U Dauphine)	antoine.louvaris@dauphine.fr
François Molinié	Avocat aux Conseils	francois.molinie@p-m.fr
Terry Olson	Conseiller d'Etat	Terry.olson@conseil-etat.fr
Gilles Pellissier	Maître des requêtes	Gilles.pellissier@conseil-etat.fr
Thomas Perroud	Professeur (U Aix-Marseille)	thomas.Perroud@gmail.com
Didier le Prado	Avocat aux Conseils	didier.leprado@cabinet-leprado.fr
Didier Ribes	Maître des requêtes	didier.ribes@conseil-etat.fr
Florian Roussel	Premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (CAA Paris)	florian.roussel@juradm.fr
Marie Sirinelli	Première conseillère de TACAA (CAA de Paris)	Marie.sirinelli@juradm.fr
Jean Sirinelli	Professeur (UPEC)	jeansirinelli@free.fr
Charles Vautro-Schwartz	Professeur (U Paris Sud)	charles.vautrotschwarz@gmail.com

Annexe 2 : composition des groupes de travail
(merci de compléter ou rectifier si nécessaire)

Groupe de travail sur les fondements de la responsabilité

Hafida Belrhali-Bernard animatrice du groupe de travail	Professeure (UPMF Grenoble)	hafida.belrhali@upmf-grenoble.fr
Charlotte Denizeau	Maitre de conférences (U Paris II)	charlottedenizeau@gmail.com
Gilles Pellissier	Maître des requêtes	Gilles.pellissier@conseil-etat.fr
Didier Ribes	Maître des requêtes	didier.ribes@conseil-etat.fr
Jean Sirinelli	Professeur (UPEC)	jeansirinelli@free.fr
Charles Vautro-Schwartz	Professeur (U Paris Sud)	charles.vautrotschwarz@gmail.com
Anne Jacquemet-Gauché		

Groupe de travail sur l'évaluation du préjudice

Terry Olson animateur du groupe de travail	Conseiller d'Etat	Terry.olson@conseil-etat.fr
Benoît Delaunay	Professeur (U Paris II)	benoit.delaunay@u-paris2.fr
Michel Franc	Président de section (h) au Conseil d'Etat	Michel.franc@noos.fr
Caroline Grossholz	Conseillère de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (TA de Paris)	caroline.grossholz@juradm.fr
Jean Latournerie	Avocat à la Cour	j.latournerie@latournerie-wolf.com
François Molinié	Avocat aux Conseils	francois.molinie@p-m.fr
Didier le Prado	Avocat aux Conseils	didier.leprado@cabinet-leprado.fr
Florian Roussel	Premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel (CAA Paris)	florian.roussel@juradm.fr